

« Si rien n'est fait, la zone euro explosera dans deux à cinq ans ! »



ENTRETIEN AVEC **MARC TOUATI**,
PRÉSIDENT DU CABINET **ACDEFI**
PROPOS RECUEILLIS
PAR **EMMANUEL GARIN**
ET **CAMILLE-YIHUA CHEN**



Avec son franc-parler coutumier, l'auteur de « Quand la zone euro explosera... » (Éditions du Moment) tire la sonnette d'alarme : sans une thérapie de choc, l'éclatement de la zone euro est inévitable. Marc Touati ne cherche pas la polémique. Mais, soucieux de suggérer des pistes qui permettraient d'éviter le pire, il estime qu'il est de sa responsabilité d'économiste d'expliquer et de conseiller.

Quatre ans après le début de la crise, que pensez-vous de l'avenir de la zone euro ?

Pour être très clair, il y a 40 % de chances que la zone euro explose dans les deux à cinq ans à venir. Vu la situation actuelle, c'est quitte ou double. Soit on sort par le haut, parce que l'on arrive à réformer la zone euro en instaurant une meilleure gouvernance économique, notamment avec une banque centrale efficace et un véritable budget fédéral. Soit on continue dans la foulée de la tendance actuelle, et la zone euro aura disparu d'ici quelques années. Une zone monétaire n'a de sens que si elle est constituée de pays à la fois homogènes d'un point de vue économique et unis par une union politique. Sans l'union politique, sans un minimum de fédéralisme, la zone euro ne peut pas perdurer. Aujourd'hui, tout va dépendre du couple franco-allemand, car les autres pays suivront. En effet, d'un côté, il y a les Allemands qui ont mené des réformes depuis dix ans, et qui disent : « Nous avons fait les réformes, c'est difficile mais ça fonctionne. A vous maintenant d'en faire ». De l'autre, il y a les Français. La France est le seul pays de la zone euro qui n'a pas fait de profondes réformes depuis quinze ans. C'est aussi le seul pays qui, depuis quinze ans, n'a pas diminué sa dépense publique qui représente 56 % de son PIB – contre 45 % pour l'Allemagne.

On ne peut plus continuer comme ça ! Il faut aller vers une convergence [entre les deux pays] le plus rapidement possible. Mais le problème, c'est que les Allemands ne sont plus vraiment prêts à faire des concessions. La zone euro est face à deux enjeux majeurs. D'une part, l'absence de croissance. Depuis une décennie, son taux de croissance reste le plus faible du monde, avec 1 % par an depuis dix ans et 0,5 % par an depuis cinq ans. D'autre part, le problème de gouvernance. Il faut que l'Allemagne mette un peu d'eau dans son vin, pour permettre à la BCE de jouer un rôle plus actif, par exemple en achetant de la dette publique directement, et non pas de façon indirecte comme elle le fait aujourd'hui. Il faut aussi un euro plus faible. Mais tout cela, les Allemands ne l'accepteront que si les Français diminuent leurs dépenses publiques. Or nous sommes dans une situation où les Français refusent de réformer le pays dans ce sens, alors que les Allemands ne veulent plus aller au-delà des efforts qu'ils ont déjà consentis.

Mario Draghi, le président de la BCE, a récemment annoncé qu'il ferait tout pour sauver l'euro...

Certes, Mario Draghi est plus pragmatique que Jean-Claude Trichet, ultra orthodoxe. Mais la BCE ne fait que gagner du temps. Les marchés ont un peu oublié que la

Banque centrale européenne n'achètera que les dettes des pays qui auront demandé de l'aide, et que l'Espagne et l'Italie hésitent encore à formuler leurs requêtes... Par ailleurs, le grand paradoxe de l'annonce de cette mesure de sauvetage, c'est que l'euro s'est apprécié. Or, la montée de l'euro entraîne l'augmentation du chômage, du déficit et de la dette, et cela casse la croissance et aggrave la récession. Le danger aujourd'hui, ce n'est pas l'inflation, mais la déflation, l'absence de croissance, la récession. Plus qu'une crise économique, c'est une crise sociale qui se profile, avec un taux de chômage qui frôle les 25 % en Espagne. La crise a donc changé de dimension, ce qui est beaucoup plus dangereux.

Est-il possible de concilier croissance et réduction du déficit ?

Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Prenons l'exemple de la BCE : elle intervient alors que la dette est déjà là, c'est-à-dire après que le mal ait été fait. Pour restaurer la croissance dans la zone euro, il ne reste plus qu'une solution : recourir à la politique monétaire. Il faut que la BCE accepte de faire tourner la « planche à billets » et que l'euro baisse. Tant que l'on n'est pas à 1,15 dollar pour 1 euro, il n'y aura pas de reprise et encore moins de sortie de crise. Au niveau des Etats, il faut

baisser les impôts, notamment en France où la pression fiscale rapportée au PIB est l'une des plus élevées du monde. Si on voulait l'ajuster à la moyenne de la zone euro, il faudrait baisser les impôts de 70 milliards d'euros. Or on fait exactement l'inverse !

En parallèle, il faut réduire les dépenses publiques, en particulier les dépenses de fonctionnement qui, en France, augmentent de 10 milliards d'euros par an depuis dix ans. Les dépenses de fonctionnement sont les dépenses qui ne génèrent pas de croissance : c'est tout ce qui est hors social et investissement. Pour y parvenir, il faut, par exemple, supprimer les cantons, les départements ; réduire le nombre de ministres et de députés... C'est un gros travail ! Et il ne faut pas oublier qu'on gaspille 100 milliards d'euros depuis dix ans !

En clair, nous n'avons pas besoin d'augmenter les impôts. La hausse des impôts, en provoquant la montée du chômage, du déficit et donc de la dette, va casser le peu de croissance qui nous reste. La réduction du déficit n'est plus un problème « droite-gauche ». Sous Nicolas Sarkozy, les dépenses rapportées au PIB ont augmenté quasiment autant que sous le gouvernement Jospin. C'est donc un problème de culture économique et de fonctionnement de la dépense publique. Il faut repenser complètement le fonctionnement de l'Etat ; il faut un Etat plus efficace. Quand les dépenses publiques représentent 56 % du PIB, c'est beaucoup trop !

« Quand la zone euro explosera... » est le titre de votre dernier ouvrage. Quels messages voulez-vous transmettre ?

Ce livre raconte quarante ans de crises, avec des anecdotes autobiographiques. Je l'ai écrit pour tirer la sonnette d'alarme, pour dire : attention, si la zone euro explose, ce sera la catastrophe. Certains pensent que pour résoudre les problèmes, il faut en passer par là. Non ! Si la zone euro explose, on entre dans une sorte de « trou noir ». Au niveau des banques et des entreprises, ce serait le capharnaüm pour réadapter les systèmes informatiques. Ce serait la flambée des taux d'intérêt, qui aggraverait la récession et entraînerait l'envolée du chômage. Et avec l'instauration du contrôle des changes, ce serait aussi la fermeture des frontières... Mais il ne faut pas oublier que 70 % de la dette publique française est détenue par des non résidents. Certains préconisent alors de recourir à la « planche à billets ». Mais pour ce faire, encore faut-il avoir une devise crédible ; et ce n'est pas avec le franc que l'on pourrait y arriver, sous peine de provoquer une très forte inflation... Enfin, les pays qui sortiraient de la zone euro devraient alors trouver un « chevalier blanc » – par exemple la Chine – qui accepterait de les financer. Cela poserait un problème géopolitique avec l'Europe, les Etats-Unis, etc. L'éclatement de la zone euro soulève aussi un problème « technique ». Quels billets utiliserait-on ? L'euro-mark, avec les pays proches de l'Allemagne d'un côté, et l'euro-franc avec les pays qui n'ont pas fait les réformes de l'autre ?

De plus, il n'est pas possible d'exclure un pays de la zone euro. Si la Grèce en sort, ce sera de façon volontaire. Si elle arrive à une telle extrémité, elle choisira certainement de ne plus rembourser sa dette. Or les Etats de la zone euro détiennent 300 milliards de dettes grecques, dont 60 milliards rien que pour l'Etat français, soit 3 % de déficit supplémentaire. Comment gérer cela ?

Peut-on revenir à une monnaie nationale pour chaque pays et garder l'euro qui restera une monnaie d'échange ?

Là, on revient en arrière. La solution, c'est que l'euro baisse. Cela permettrait de sortir de la crise. Il est vrai que les Allemands veulent garder un euro fort. Mais que l'euro soit fort ou faible, cela ne change pas grand-chose pour eux. Ce qu'ils n'acceptent pas, c'est que les autres pays européens, notamment la France, rechignent à faire des efforts budgétaires pour réduire les dépenses publiques. Il faut que chacun fasse un pas l'un vers l'autre.

Bien entendu, on ne peut pas demander à un pays de rembourser sa dette d'un coup, cela ne s'est jamais vu. Ce qui compte, c'est la soutenabilité de la dette. Et pour que la dette soit soutenable, il faut générer chaque année une croissance économique suffisamment forte pour pouvoir au moins rembourser les intérêts de la dette. Aujourd'hui, seuls trois pays de la zone euro y parviennent : l'Allemagne, la Finlande et le Luxembourg. Quant aux autres, ils peinent à s'en sortir, et cette situation dure depuis cinq ans. C'est donc la bulle de la dette, ou une sorte de système Madoff de la dette publique. Tant qu'il n'y aura pas de croissance, on ne pourra pas s'en sortir.

Pourquoi la Chine et les Etats-Unis ne viendraient-ils pas financer l'Europe ?

Aujourd'hui, la Chine regarde la zone euro plus comme une proie potentielle que comme un danger. Elle attend de voir ce qui se passera pour pouvoir rafler la mise. Quant aux Etats-Unis, la problématique est différente : ils ne veulent pas que l'Europe s'effondre, mais ils ne souhaitent pas non plus que l'Europe soit trop forte. Je pense que, malheureusement, en cas d'explosion de la zone euro, l'Europe serait le théâtre d'un affrontement entre les deux plus grandes puissances économiques du monde. Et en tant qu'économiste, je dois tirer la sonnette d'alarme et dire : attention, voilà ce qu'il faut faire pour éviter le pire. ●